

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61952

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

mußte. Im Gegensatz zu der Zeit nach dem Ersten Weltkrieg, zog jetzt der Staat die Verantwortung für die Entminung an sich und überließ diese Aufgabe nicht wie ehemals privaten Organisationen. Die Kriegs- und die Landwirtschaftsverwaltung waren für dieses Problem zuständig. Während sich die Soldaten eher um militärisch wichtige Gebiete kümmerten, hatte das Landwirtschaftsdepartement alle anderen Bereiche zu berücksichtigen. Mit der Schaffung eines speziell für diese Zwecke eingerichteten Dienstes (*Service liquidateur*), geleitet von dem agilen Raoul Dautry, wurde ein Instrument ins Leben gerufen, das sich in kompetenter Weise der Entminung Frankreichs annahm. Nach dem Vorbild der »Organisation Todt« hatte man zwischen 1945 und 1947 etwa 3000 Franzosen und bis zu 48 000 deutsche Kriegsgefangene für Entminungsarbeiten rekrutiert.

Wie wichtig und gleichzeitig gefährlich diese Aufgabe war, beschreibt Danièle Voldman an einem Beispiel aus dem Elsaß. Dort waren in einem kleinen Ort kurz nach Kriegsende von den Einwohnern selbst Minen und Munition in großer Zahl gesammelt worden. Bei der anschließenden unsachgemäßen Sprengung der Explosivstoffe kamen dann zehn Kinder ums Leben, ein Kind verlor ein Bein und drei wurden blind.

Aber auch bei den Arbeiten der offiziellen Minenräumer – die übrigens alle durch Lehrgänge geschult waren – kam es zu Unfällen, wenn sie auch im Laufe der Zeit abnahmen. So sank die Todesrate von Minenräumern von einem Opfer pro 9600 Minen im Mai 1945 auf immerhin 64 000 Minen pro tödlichem Unfall im April 1946. Insgesamt kamen zwischen 1944 und 1950 2180 (davon 1709 Kriegsgefangene) um, während 3726 (2988 Kriegsgefangene) verwundet wurden.

Bis zum 1. Januar 1949 hatte man fast 13 Millionen Minen und 17,5 Millionen Projektile unschädlich gemacht, sowie 56 572 Bomben entschärft. Es ist dem Einsatz der Minenräumer und der guten Organisation zu verdanken, wie die Autorin nachweist, daß die Bevölkerung schon bald gefährdete Zonen wieder ohne Furcht betreten konnte.

Danièle Voldman kommt mit ihrer Arbeit das Verdienst zu, eine Seite der Militärgeschichte zu beschreiben, die bislang eher vernachlässigt wurde. Ganz zu Unrecht, wie die vielen toten und verstümmelten Zivilisten nach allen Kriegen leider beweisen.

Detlef VOGEL, Glottertal

Thomas GROSSER, Sylvia SCHRAUT (Hg.), Flüchtlinge und Heimatvertriebene in Württemberg-Baden nach dem Zweiten Weltkrieg. Dokumente und Materialien zu ihrer Aufnahme und Eingliederung. Bd. 1: Besatzungspolitische, administrative und rechtliche Rahmenbedingungen 1945–1949, Mannheim (Institut für Landeskunde und Regionalforschung) 1998, V–433 p. (Südwestdeutsche Schriften, 26).

Cette publication de documents sur le traitement des problèmes liés aux migrations, contraintes ou volontaires, à la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre, est le premier volume d'une collection qui en comptera, à terme, trois, fondés sur les recherches menées à l'Université de Mannheim, sous la direction de Wolfgang von Hippel, sur l'intégration des réfugiés et personnes déplacées en Bade-Wurtemberg après 1945. Ces volumes documentent les lecteurs grâce à un important travail de collecte d'archives d'origine diverse. Sur chacun des trois aspects traités dans ce volume – les incitations et les directives des occupants, les mesures administratives allemandes et les conséquences du phénomène sur le plan réglementaire et juridique –, les auteurs fournissent une présentation en introduction aux documents, qui constituent l'essentiel du volume. Le travail est circonscrit au Wurtemberg-Bade, dans le sud-ouest de la zone américaine, un Land éphémère fait de deux régions politiques et administratives qui allaient fusionner en 1952 avec le Wurtemberg-Hohenzollern et le Bade (qui faisaient partie de la Zone française d'occupation). L'accueil et l'intégration dans les zones d'occupation des 11 millions de personnes que nous désigne-

rons globalement, malgré ce qui les sépare, de «réfugiés» (*Flüchtlinge*, un terme qui regroupe les minorités allemandes déplacées depuis la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne suite à la Conférence de Potsdam, les réfugiés qui ont fui devant l'armée soviétique, et d'autres catégories, comme les évacués de la fin de la guerre qui ne pouvaient pas retourner dans leur ville d'origine) représentaient dans les années d'après-guerre un défi dont les autorités allemandes se seraient bien passées. En Wurtemberg-Bade, sur une population de 2 millions d'habitants, fin 1945, devaient s'installer selon les accords entre Alliés près de 500 000 personnes déplacées, sans compter les différentes catégories de réfugiés non planifiés, qui étaient, fin 1949, autour de 700 000. S'ajoutant aux problèmes de ravitaillement, de logement, de scolarisation, etc., ces nouveaux venus étaient mal vus (les auteurs utilisent le terme *ungeliebt*, qui est sans ambiguïté) et ressentis par les populations locales comme des concurrents dans la vie quotidienne. C'était avant tout l'attribution de logement chez l'habitant (*Zwangseinquartierung*), considérée par celui-ci comme «accueil forcé», qui rendait la coexistence des populations nouvelles et anciennes difficile. Si les témoignages de générosité individuelle ne manquent pas, les sources présentées ici justifient le terme de «front du refus» (*Abwehrfront*) utilisé par les auteurs pour désigner le comportement des populations locales. Depuis l'attribution de parcelles de jardins familiaux, qui dans certaines communes étaient attribués aux «indigènes» plutôt qu'aux réfugiés, jusqu'au logement, pour lequel ils étaient mis sur un pied d'égalité avec d'autres candidats déjà logés, qui cherchaient à déménager, la réglementation mise en place n'impose pas une discrimination positive en leur faveur.

Les sources présentées montrent quelles positions se font face, et quelles solutions sont imaginées selon les périodes et les instances. L'échec de la politique des Américains, qui se contentèrent d'agir indirectement pour infléchir dans leur sens le règlement de la question des réfugiés, est patent. Les autorités allemandes utilisèrent la marge de manœuvre étroite que leur laissait le Gouvernement militaire pour consolider les droits acquis. Elles réagirent par une résistance passive aux incitations des Américains, qui souhaitaient une assimilation totale et irrévocable des réfugiés dans la société allemande et attendaient d'elles qu'elles organisent et réglementent l'accueil de ces personnes, souvent totalement démunies. Ce n'est qu'en septembre 1946 que parut en Wurtemberg-Bade le premier texte sur l'accueil des réfugiés, sous la forme de directives provisoires, qui instituaient des commissaires aux réfugiés (*Staatskommissare für das Flüchtlingswesen*) et délimitait le cadre de leurs attributions. Travaillant sous le contrôle et en interaction avec les élus locaux, ces instances spéciales manquèrent de soutien pour une véritable politique, et furent supprimées dès mai 1948 en Bade, en 1950 en Wurtemberg.

Un des exemples qui illustrent le peu d'enthousiasme des autorités allemandes du Wurtemberg-Bade à respecter le cahier des charges des occupants est la réforme agraire. Annoncé dès la directive JCS 1067 d'avril 1945, le projet d'une redistribution de la propriété foncière figurait de façon implicite dans l'Accord de Potsdam, comme moyen d'atteindre les grands objectifs politiques qu'étaient la décentralisation économique et la démocratisation de la société. En mai 1946, après des mois d'atermoiements, une commission d'experts est créée par les *Länder* de la zone américaine, qui fait apparaître les divergences de vues entre les *Länder*: le Wurtemberg-Bade estime la réforme inutile, la Bavière est partisan d'une réglementation non contraignante (*Kann-Vorschriften*), seule la Hesse approuve l'idée de réforme. Clay avait demandé explicitement que la question des réfugiés soit prise en compte dans le projet de loi. Le texte de compromis qui finit par lui être soumis prévoit que certaines catégories de population, dont les réfugiés, bénéficieraient de mesures d'expropriation qui concerneraient des propriétés mal gérées, celles dont les propriétaires ne fournissaient pas leur contribution au ravitaillement, et les grandes propriétés, au-delà de 500 hectares. Ces expropriations étaient possibles, mais non obligatoires (les auteurs insistent sur les verbes: *können*, et non *müssen*). Clay refusa ce projet, dont il critiquait, outre certains aspects techniques, la timidité politique, puisque ses auteurs en avaient gommé la volonté de démocratisation. Dans la phase sui-

vante, Reinhold Maier, le chef du gouvernement du Wurtemberg-Bade, mit tout en œuvre pour protéger la grande propriété, qui était entre les mains de l'aristocratie et des Églises. La loi qui fut votée en septembre 1946 répondait finalement pour l'essentiel aux directives américaines, cependant les propriétés foncières de l'État et des Églises, continuaient d'être considérées comme réservées. En 1948, les Églises protestantes répondaient à la tentative de compter leurs propriétés au nombre des hectares à redistribuer, dans le cadre des décrets d'application que les Américains avaient pressé les Allemands de publier, en rappelant que la loi avait envisagé la possibilité (*können*) de l'expropriation, mais ne la prescrivait pas. Quant aux autres grands propriétaires fonciers, ils réussirent par toutes sortes de procédures à se faire libérer de leur obligation de cession. En 1948, les Américains ne pouvaient que constater l'échec de leur politique de réforme agraire en Wurtemberg-Bade.

L'ouvrage recensé, d'une grande richesse documentaire, rendra de grands services dans l'enseignement et la recherche, mais il saura aussi intéresser tout lecteur qui souhaite compléter son information sur cette période.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Martin RÜTHER, Uwe SCHÜTZ, Otto DANN (Hg.), Deutschland im ersten Nachkriegsjahr. Berichte von Mitgliedern des Internationalen Sozialistischen Kampfbundes (ISK) aus dem besetzten Deutschland 1945/46, München (K. G. Saur) 1998, IX-648 p. (Texte und Materialien zur Zeitgeschichte, 10).

Otto Dann, Martin Rüter et Uwe Schütz éditent les rapports de membres de l'ISK (Internationaler Sozialistischer Kampfbund) sur l'Allemagne occupée dans les années 1945-1946. Ces rares témoignages d'Allemands, qui se trouvent dans les archives de la social-démocratie, sont encore peu connus. Leur intérêt tient à la distance qu'ils observent par rapport au national-socialisme et à leur grande familiarité avec les conditions de vie de la population.

Le philosophe de Göttingen, Leonard Nelson, fut l'inspirateur de l'ISK et de l'IJB (Internationaler Jugend-Bund) par le rôle qu'il attribuait à la raison humaine et son attitude critique face au marxisme. Les membres de ces organisations se devaient d'être végétariens, de s'abstenir de fumer et de boire, d'avoir quitté officiellement l'Église et de pratiquer régulièrement une activité sportive. En outre, le cercle plus étroit des responsables s'engageait à demeurer célibataire, ce qui rapprochait davantage les organisations d'un ordre religieux plutôt que d'un parti politique.

Peu après la prise du pouvoir par Hitler, leurs organes, *Der Funke* et *isk*, furent interdits. Le dirigeant Willi Eichler organisa la poursuite du travail dans l'illégalité jusqu'à la vague d'arrestations de 1937-1938, puis en exil, à Paris et à Londres avec l'élaboration d'un programme pour la période qui suivrait la victoire sur le nazisme. A partir de 1943, il fut même prévu que certains membres soient parachutés en Allemagne, un projet élaboré dans le cadre de la section britannique de l'OSS (Office of Strategic Services) qui assura la préparation et l'entraînement de ceux qui acceptèrent cette dangereuse mission. Selon les accords conclus avec ce service, des rapports détaillés devaient parvenir régulièrement à Londres et ce fut le cas jusqu'en décembre 1945, date à laquelle Willi Eichler, s'étant rapproché de Kurt Schumacher et du SPD, prononça officiellement la dissolution de son organisation.

Dans les débuts, les lettres et rapports de l'ISK ne correspondaient pas à un schéma bien déterminé. Mais, peu à peu, leur structure s'élabora en fonction d'un questionnaire précis (conditions de vie en Allemagne, questions économiques, système éducatif, encadrement des jeunes enfants). On distinguait des rapports de voyage et des rapports locaux qui approfondissaient les précédents. Dans la présente édition, l'anonymat a été conservé pour les personnes compromises avec le régime nazi.